

## Espoir de relance du trafic portuaire

Les sept grands ports maritimes bouclent une année 2011 en demi-teinte. Mais ils ont de bonnes raisons de croire en des jours meilleurs.

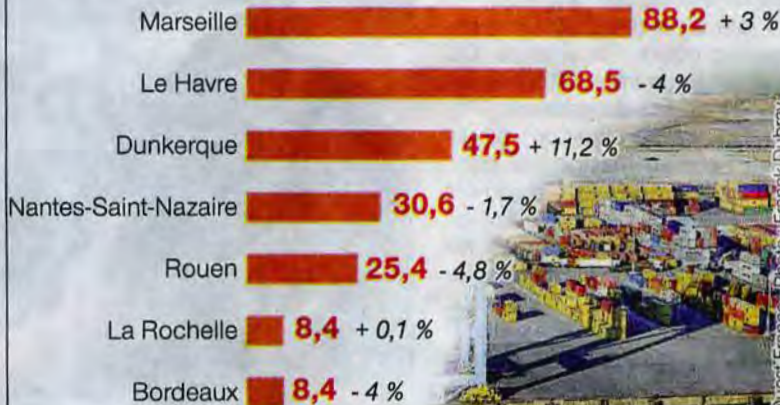
Comme pour la réforme portuaire de 1992, les conflits qui ont émaillé celle mise en place en 2011 ont mis à mal le trafic dans les Grands ports maritimes, (ex-ports autonomes). Après des années de disette, la reprise semble cependant au rendez-vous.

« **Le dernier semestre, et particulièrement le dernier trimestre 2011, voit une reprise des échanges** », notre Geoffroy Caude, délégué général de l'Union française portuaire. La politique commerciale active menée depuis quelques mois commence à porter ses fruits. Ainsi au Havre, on annonce « **un gain de productivité de 15 %** » des services portuaires.

Les mouvements sociaux n'ont pas été les seuls à faire souffrir les places portuaires. Le marché des hydrocarbures, en pleine crise du raffinage, plombe leurs comptes. À l'exception de Dunkerque qui affiche une insole progressive globale. C'est le seul port à enregistrer un résultat positif à deux chiffres alors que les autres piétinent.

Au total, les sept grands ports ont traité 276 millions de tonnes, soit 1 % de plus que l'an dernier. C'est mieux, mais l'étiage est bien bas et la marge

*Bilan des sept grands ports maritimes en 2011  
En millions de tonnes*



de manœuvre très grande pour atteindre le niveau des grands ports européens. À lui seul, Rotterdam enregistre autour de 430 millions de tonnes tandis que Singapour, premier mondial, en totalise 530 (+ 5,4 %).

« **Les raisons objectives d'espérer un redémarrage sont réelles** », estime Geoffroy Caude. Le regroupement HaRoPa (Le Havre, Rouen, Paris) se veut un signal fort à destination des chargeurs et des

armements. La mise en service de l'extension du terminal conteneurs de Marseille-Fos, le développement des trafics fluviaux en Normandie et en Provence, du ferroviaire depuis la mise en place d'un OFP (Opérateur ferroviaire de proximité) à La Rochelle (+ 54 %) sont autant de raisons de croire à un redressement général.

Jean-Pierre BUISSON.